

**mccarthy
tetrault**



McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.
Bureau 2500
1000, rue De La Gauchetière Ouest
Montréal (Québec) H3B 0A2
Canada

Me Madeleine Renaud, Ad. E.

PAR MESSENGER

STRICTEMENT CONFIDENTIEL

Montréal, le 28 mai 2015

Me Sonia LeBel

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'OCTROI ET LA
GESTION DE CONTRATS PUBLICS DANS L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION
600, rue Fullum
Sous-sol – Secteur 0570
Montréal (Québec) H2K 3L6

Objet : Construction DJL Inc.
N/R : 212032-448056

Chère consœur,

Nous vous remercions de votre lettre du 22 mai 2015 contenant des indications supplémentaires sur la preuve visant notre cliente DJL Inc.

Votre lettre initiale faisait état de reproches possibles en rapport avec la Ville de Laval. Or, les transcriptions des témoignages relatifs à la Ville de Laval, notamment celui de M. Roger Desbois, sont maintenant accessibles mais presque entièrement caviardés. De plus, comme nous l'avons mentionné, aucune des personnes dont le nom figure dans votre lettre du 30 avril n'est actuellement à l'emploi de Construction DJL Inc., ce qui rend extrêmement difficile la préparation d'une réponse appropriée.

Par ailleurs, pour les fins de l'analyse que fera la Commission des systèmes de « collusion » qui ont été décrits, nous tenons à souligner que le parallélisme conscient, que certains témoins ont qualifié de « respect », est un comportement rationnel sur le plan économique et parfaitement légal¹. Aucune loi n'oblige les entreprises à se livrer une concurrence féroce; la Commission ne peut adresser de reproches à une entreprise qui, compte tenu des conditions du marché, préfère travailler à proximité de son usine plutôt que de perdre de l'argent en voulant concurrencer une entreprise située plus près d'un chantier et capable d'exécuter le contrat à meilleur prix.

Enfin, nous tenons à rappeler que la Commission ne peut tirer de conclusions juridiques sur la culpabilité civile ou criminelle des témoins entendus. Vu le risque d'atteinte à la réputation des personnes visées, ses conclusions doivent se fonder sur une analyse rigoureuse de la preuve,

¹ Voir par exemple *Atlantic Sugar Refineries Co. Ltd. et autres c. Procureur général du Canada*, 1980 2 R.C.S. 644.

sans tenir compte d'hypothèses, de suppositions ou autres inférences dont la validité n'a pas été établie.

Veuillez agréer, chère consœur, l'expression de nos sentiments distingués.

McCarthy Tétrault S.E.N.C.R.L., s.r.l.



Madéleine Renaud

MR/mbi